

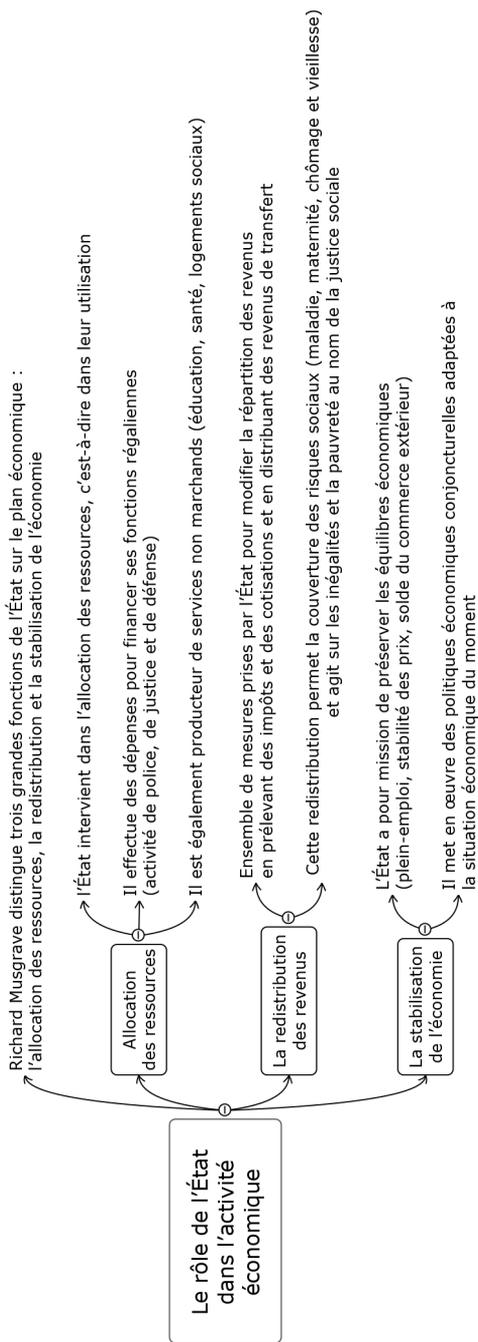
15. Le rôle de l'État dans l'activité économique

Richard Musgrave (1959) distingue trois grandes fonctions de l'État sur le plan économique : l'allocation des ressources, la redistribution et la stabilisation de l'économie.

- **L'allocation des ressources** : l'État intervient dans l'allocation des ressources, c'est-à-dire dans leur utilisation. Il effectue des dépenses pour financer ses fonctions régaliennes consistant dans le maintien de l'ordre au niveau interne (activité de police et de justice) et au niveau externe (activité de défense). Il est également producteur de services non marchands (éducation, santé, logements sociaux) et contrôle des entreprises publiques placées dans le secteur marchand.
- **La redistribution** des revenus est l'ensemble des mesures prises par l'État pour modifier la répartition des revenus en prélevant des impôts et des cotisations (prélèvements obligatoires) et en distribuant des revenus de transfert. Cette redistribution permet la couverture des risques sociaux (maladie, maternité, chômage et vieillesse) et agit sur les inégalités et la pauvreté au nom de la justice sociale.
- **La stabilisation de l'économie** : l'État a pour mission de stabiliser l'économie c'est-à-dire préserver les équilibres économiques (plein-emploi, stabilité des prix, solde du commerce extérieur) et obtenir une croissance soutenue en mettant en œuvre des politiques économiques conjoncturelles adaptées à la situation économique du moment.

L'intervention de l'État dans l'économie fait l'objet de controverses parmi les économistes.

- Concernant l'allocation des ressources, Keynes adopte une position favorable à cette fonction. Pour lui, le marché est incapable d'assurer l'allocation optimale des ressources économiques, c'est-à-dire la meilleure utilisation possible de ces ressources. L'État doit, en conséquence, produire les biens et services que ne fournit pas le secteur privé et qui sont pourtant nécessaires à la collectivité.
- Les libéraux sont favorables à l'allocation des ressources par l'État lorsqu'il s'agit de lutter contre les défaillances avérées du marché qui nuisent au bien-être de la population (ex. : *lutte contre la pollution, contrôle des monopoles...*). Pour les ultra-libéraux, l'allocation des ressources est du ressort des marchés, toute intervention de l'État est nuisible.
- Concernant la fonction de stabilisation de l'économie, Keynes préconise d'utiliser les politiques budgétaires et monétaires pour lutter contre les récessions. Par exemple, en cas d'augmentation du chômage, l'État peut relancer l'activité économique en augmentant les dépenses publiques et les restreindre en cas d'accélération de l'inflation. Pour les libéraux et ultra-libéraux toute politique conjoncturelle accentue les déséquilibres.
- Concernant la fonction de redistribution, Keynes préconise une redistribution des revenus en faveur des classes sociales qui ont la plus forte propension marginale à consommer. Les libéraux sont favorables à la redistribution des revenus dans une certaine limite pour réduire les inégalités les plus criantes. Pour les ultra-libéraux, la justice sociale est une notion vide de sens.



16. Les facteurs de croissance économique

Qu'est-ce que la croissance économique ?

La croissance économique se définit comme une augmentation des richesses produites par un pays, sur une période suffisamment longue. Sa finalité est d'accroître la consommation, l'épargne et le patrimoine des ménages.

La croissance économique est un phénomène récent dans l'histoire de l'humanité. Très lente voire stagnante jusqu'à la révolution industrielle au XIX^e siècle, la croissance s'est accélérée depuis. Elle a transformé en profondeur les structures productives et la vie des individus. La forte croissance des « Trente glorieuses » (les années de 1945 à 1975) a permis un accroissement rapide du PIB par habitant et du revenu moyen réel des français. Depuis 1975, le rythme annuel de croissance s'est ralenti dans la plupart des économies occidentales.

L'histoire économique montre que le rythme de croissance peut être plus ou moins élevé et que la croissance n'est pas un processus linéaire. Des chocs économiques peuvent déclencher des récessions et des crises, périodes durant lesquelles le taux de « croissance » est négatif.

Comment mesurer la croissance économique ?

Le **Produit Intérieur Brut (PIB)** est un indicateur utilisé pour mesurer la création de richesse. Il mesure la production de biens et services dans un pays donné au cours d'une année donnée. Le PIB représente l'ensemble des activités créatrices de revenus.

Le PIB calculé par l'INSEE est exprimé en euros courants et appelé : **PIB en valeur**. Pour éliminer les effets de la variation des prix, on calcule le PIB réel en euros constants, appelé : **PIB en volume**.

Le **PIB par habitant** est égal au rapport du PIB à la population totale d'un pays. Il mesure le revenu moyen d'un habitant dans un pays donné. Le PIB par habitant est un indicateur du niveau de vie, même si cet indicateur ne tient pas compte de la répartition des richesses créées. Le classement des nations est souvent effectué en termes de PIB et de PIB par habitant.

Le **taux de croissance** de l'économie pour l'année N est égal au :

$$\text{Taux de variation du PIB} = \frac{[\text{PIB}(N) - \text{PIB}(N - 1)] \times 100}{\text{PIB}(N - 1)}$$

Un taux de croissance négatif signifie que l'économie d'un pays est moins productive qu'elle ne l'a été au cours de l'année précédente, le chômage augmente et le niveau de vie de la population diminue.

Quelles sont les limites du PIB ?

Le PIB n'est pas un instrument de mesure idéal pour différentes raisons :

- Le PIB ne mesure que les richesses créées, sans tenir compte des autres facteurs de développement économiques et sociaux.
- Il ne prend pas en compte toutes les activités créatrices de richesse (l'activité des femmes au foyer, l'économie souterraine ou « travail au noir »).
- Il prend en compte des activités qui n'améliorent pas le bien-être de la population (ex. : *la production d'armes, la production d'alcool*).

Quels sont les facteurs de croissance économique ?

La croissance dépend de la mobilisation et de l'efficacité avec laquelle sont combinés les **facteurs de production : travail et capital** (bâtiments, machines, matériels...). La croissance provient de l'utilisation d'une plus grande quantité de facteurs de production (**croissance extensive**) ou bien d'une hausse de la productivité de ces facteurs (**croissance intensive**).

Quel est le rôle du travail dans la croissance économique ?

Le travail se définit comme une activité rémunérée qui produit de la valeur pour autrui. La contribution et l'efficacité du facteur travail dépendent de sa quantité et de sa qualité.

- **La quantité de travail** disponible dépend du volume de la population active et de la durée du travail. La population active est constituée par l'ensemble des individus exerçant ou déclarant chercher à exercer une activité rémunérée. Elle dépend des variables démographiques (taux de natalité, pyramide des âges...). Son accroissement dépend également de facteurs culturels (ex. : *taux d'activité féminin*...). La durée du travail a considérablement diminué au cours du xx^e siècle, du fait des évolutions juridiques, sociales et économiques.
- **La qualité du travail** dépend du niveau de qualification des travailleurs et de la productivité du travail. Le niveau de qualification, la formation et l'allongement de la durée des études contribuent à améliorer la qualité du travail. **La productivité du travail est le rapport entre les quantités produites et la quantité de travail utilisée.**

Quel est le rôle du capital dans la croissance économique ?

Le capital se définit comme un bien produit dans le passé et qui sert à produire d'autres biens dans le futur. En permettant à chaque travailleur d'être plus efficace, plus productif, plus performant, l'accumulation de capital a un impact fondamental sur la croissance économique. On distingue :

- **Le capital technique ou physique qui désigne l'ensemble des moyens de production utilisés pour produire des biens et des services.** Il comprend le capital fixe (brevets, immeubles, machines...) et le capital circulant (stock de matières, de produits finis...).

- Le **capital financier** qui désigne la valeur des capitaux propres d'une entreprise. Il permet de financer en partie le capital technique.

Le taux de croissance du PIB résulte de l'accroissement quantitatif et qualitatif du facteur capital.

- L'accroissement de la **quantité du capital** provient de l'investissement matériel (biens durables) et immatériel (recherche, formation...) destiné à augmenter les capacités de production. Il résulte de la mobilisation de l'épargne intérieure et des capitaux venant de l'étranger (IDE entrants).
- La **qualité du capital** est mesurée par la **productivité du capital**, c'est-à-dire par le rapport entre la valeur ajoutée et le stock de capital fixe.

Lorsqu'une entreprise augmente sa production avec la même quantité de facteurs ou lorsqu'elle augmente ou maintient sa production avec moins de facteurs, elle réalise des gains de productivité (« *faire plus avec moins* »). Ces gains peuvent être utilisés pour augmenter les salaires, augmenter les profits, augmenter les investissements ou baisser les prix.

Quel est le rôle du progrès technique dans la croissance économique ?

Selon *Joseph Schumpeter* (1883-1950), le progrès technique provient des innovations mises en œuvre par les entrepreneurs et qui se traduisent par : la mise au point de **produits nouveaux**, la mise en œuvre de **nouveaux procédés** de fabrication, la mise en place de **nouvelles méthodes** d'organisation ou le développement de **nouveaux marchés**.

À la suite des innovations majeures, un certain nombre d'entreprises disparaissent au profit de celles qui ont innové et un certain nombre de secteurs entrent en expansion tandis que d'autres secteurs connaissent le déclin : c'est le phénomène de « **destruction créatrice** ». Les périodes de croissance s'expliquent par l'apparition cyclique de grappes d'innovations (machine à vapeur, chemins de fer, automobile, ordinateur...).

Dans les années 1980, les **nouvelles théories de la croissance** considèrent le progrès technique comme le résultat de quatre types d'investissements :

- **L'investissement en capital physique** qui accroît la productivité des autres firmes par un effet d'apprentissage (*Romer*, 1986).
- **L'investissement en recherche et développement** qui accroît le stock de connaissances et permet des innovations cumulatives (*Romer*, 1987).
- **L'investissement en capital humain** qui en donnant la priorité à l'éducation, à la formation et à la santé, améliore la qualité du travail (*Lucas*, 1988).
- **L'investissement en infrastructures** qui améliore le rendement de l'investissement privé en capital physique (*Barro*, 1990).

Ces quatre types d'investissements sont identifiés comme des **facteurs de croissance endogènes sur lesquels on peut agir**. Ils créent des **externalités positives** qui ne peuvent être prises totalement en charge par le secteur privé.

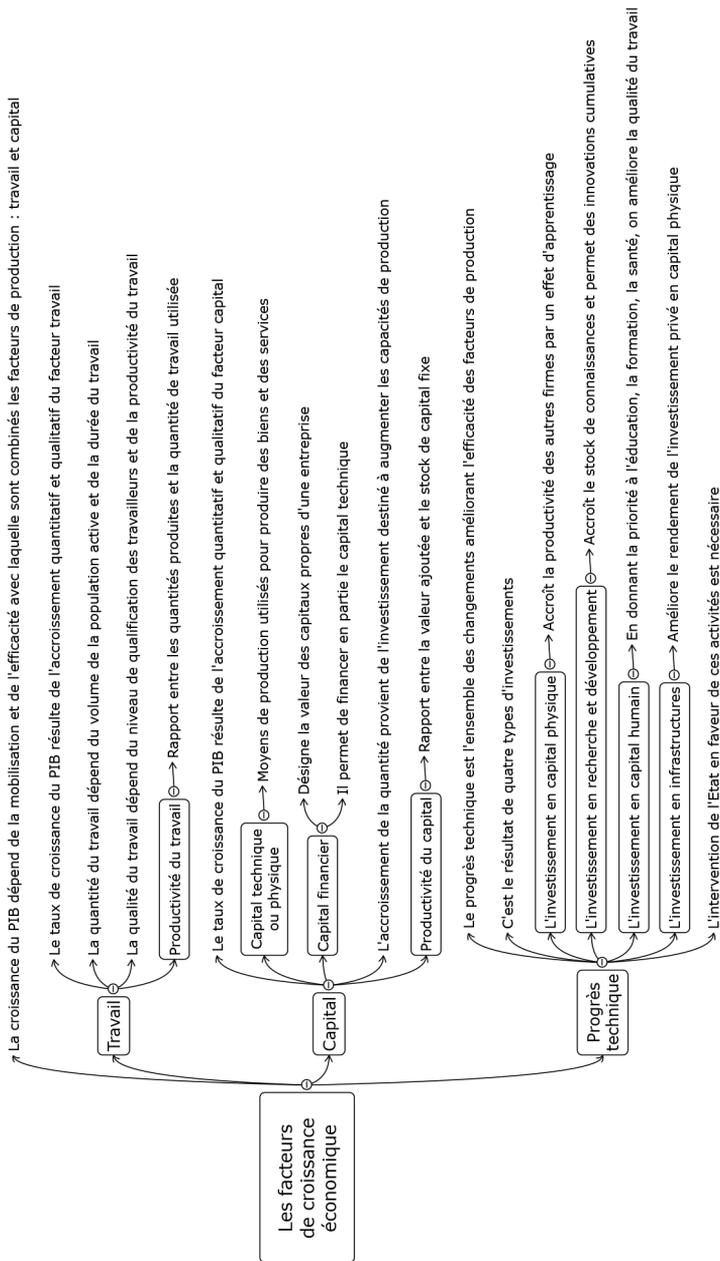
Quel est l'impact des firmes multinationales sur la croissance économique ?

Une firme multinationale (FMN) est une firme possédant ou contrôlant des entreprises implantées dans plusieurs pays. Les FMN réalisent des investissements sous différentes formes : par la création d'entreprise ou le rachat d'une entreprise existante, par des **investissements directs à l'étranger (IDE)**, qui consistent en des achats de titres d'entreprises afin d'obtenir la capacité d'exercer une influence dans leur gestion.

Les décisions des FMN en matière d'investissement et de localisation des unités de production ont un impact important et contrasté sur la croissance et le développement de nombreux pays :

- **Dans le pays d'accueil** : transferts de technologie, apport de capitaux stables, créations d'emplois.
- **Dans le pays d'origine** : délocalisations de sites de production, désertification industrielle, destructions d'emplois.

Afin de favoriser la croissance et l'emploi, les États mettent en place de nombreuses mesures pour inciter les FMN à s'implanter dans leur territoire. Cette **politique d'attractivité** peut parfois aller jusqu'au **dumping fiscal et social** (moins d'impôt et moins de charges sociales pour les FMN qui s'implantent sur le territoire national).



17. Le développement économique et le développement durable

La croissance économique, source d'enrichissement et de progrès, engendre en parallèle des externalités négatives : pollution, nuisances, gaspillages, réduction de la biodiversité, déforestation, épuisement des ressources non renouvelables. La volonté de produire et de consommer toujours plus, d'améliorer sans cesse la croissance, peut amener l'humanité dans une impasse.

Qu'est-ce que le développement économique ?

Le développement est un ensemble de transformations qualitatives qui accompagnent une croissance durable : évolution des structures économiques, sociales et culturelles d'un pays donné. Le développement économique se traduit par : la hausse du taux d'alphabétisation, le développement du système de santé, la construction d'infrastructures, l'urbanisation.

Le développement économique possède plusieurs dimensions et nécessite à ce titre plusieurs indicateurs pour le mesurer. Les indicateurs les plus usuels sont :

- **Le PIB par habitant** : cet indicateur permet de mesurer la richesse produite par la nation et par individu.
- **L'indicateur de développement humain (IDH)** : développé par *Amartya Sen*, cet indicateur prend en compte le niveau de vie, l'espérance de vie à la naissance, l'alphabétisation des adultes.
- **L'indicateur de pauvreté humaine (IPH)** : cet indicateur mesure les privations ou exclusions fondamentales que peut supporter une partie de la population.

Croissance et développement économiques sont des notions interdépendantes : le développement est une fin dont la croissance économique est le moyen.

Qu'est-ce que le développement durable ?

Le développement durable se définit comme un développement qui doit répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il comporte trois dimensions : **économique** (lutte contre la pauvreté, réduction des déséquilibres régionaux), **sociale** (protection des droits fondamentaux, promotion de la parité entre les hommes et les femmes), et **écologique** (protection de la biodiversité, promotion des énergies renouvelables).

Pour quantifier et mesurer chacune de ces dimensions, on utilise des indicateurs tels que :

- **L'empreinte écologique qui mesure la pression qu'exerce l'homme sur la nature.** Elle évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à ses besoins de consommation de ressources et d'absorption de déchets.